



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA
Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

La troïka remise en question par le parlement européen qui n'y voit aucune base juridique à son fonctionnement et aucun contrôle démocratique de ses décisions. La commission ne voit aucune solution de rechange.

Vives réactions aux lois sécuritaires adoptées par l'Ukraine. L'Europe se dit **profondément préoccupée mais ne réagit pas** même si Catherine Ashton, la diplomate en chef de l'UE, "condamne fermement l'escalade violente des événements à Kiev"

Environnement Bruxelles donne son feu vert à l'exploitation du gaz de schiste. Colère des défenseurs de l'environnement

IVG en Espagne. Un acte symbolique. Une demande d'asile médical à la France.

Un maestro tire sa révérence en Italie. Le chef d'orchestre Claudio Abbado, est décédé lundi à Bologne, à 80 ans. Un grand Italien.

JPV

INSTITUTIONS

Les priorités de la Présidence grecque

Première apparition devant le Parlement depuis ses prises de fonction à la tête de l'UE, Antonis Samaras a essayé de peser ses mots.

"Nous avons prouvé lors de la crise et à cause de celle-ci que l'Europe fonctionne", a ainsi déclaré le Premier ministre grec devant une assemblée qui attendait beaucoup de son intervention. Selon M. Samaras, trois principales priorités animeront la Présidence grecque : stimuler la croissance et l'emploi, poursuivre les travaux sur l'Union bancaire et répartir de manière plus efficace la politique d'immigration.

COMMISSION/CONSEILS

Première consultation publique sur le partenariat transatlantique

Les 28 États membres ont été mis au courant lundi 20 janvier du lancement prochain d'une consultation publique sur le partenariat transatlantique. La consultation, décidée par le commissaire au commerce, Karel de Gucht, ne durera que trois mois, et portera sur le volet protection des investissements du projet de partenariat transatlantique.

Elle se concentrera sur la possible inclusion d'une clause de règlement des différends entre investisseurs et États dans l'accord, une proposition fortement contestée du côté européen.

Libre circulation des personnes: la Commission entend supprimer les discriminations fiscales à l'encontre des citoyens mobiles de l'Union

Les dispositions fiscales des États membres doivent faire l'objet d'un examen approfondi, dans le cadre d'une initiative ciblée lancée par la Commission, afin de s'assurer qu'elles ne constituent pas une discrimination à l'encontre des citoyens mobiles de l'Union. L'accent est mis tant sur les personnes économiquement actives, comme les travailleurs et les indépendants, que sur celles qui ne le sont pas, comme les retraités. Cette initiative vient compléter un projet précédent qui s'est penché sur le régime fiscal applicable aux travailleurs frontaliers

Pour en savoir plus

L'initiative de la Commission examinera et évaluera si les citoyens de l'Union résidant dans un État membre autre que le leur sont pénalisés et imposés plus lourdement en raison de leur mobilité. Cela peut se produire tout aussi bien dans l'État membre d'origine que dans celui où ils ont choisi de s'établir. Les citoyens peuvent être fiscalement désavantagés:

- En raison de la localisation de leurs investissements ou de leurs avoirs, de la localisation du contribuable lui-même ou en raison du simple changement de résidence du contribuable;
- Pour ce qui est de leurs cotisations à des régimes de retraite, la perception de retraites ou les transferts de capitaux provenant d'un régime de retraite et d'une assurance-vie;
- En ce qui concerne leurs activités indépendantes menées dans un autre État ou en raison de la simple délocalisation de ces activités;
- En raison du refus de certaines déductions fiscales ou avantages fiscaux;
- En ce qui concerne leur richesse accumulée.

26.02.2014

-En tenant compte de ces éléments, la Commission examinera la situation de nombreuses catégories différentes de citoyens de l'Union, à savoir les travailleurs, les indépendants, mais aussi les retraités.

Guy Verhofstadt évince Olli Rehn dans la course à la Commission

L'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) a trouvé un accord : Guy Verhofstadt sera le candidat à la présidence de la Commission européenne. **Olli Rehn, son concurrent se contentera d'un autre « poste à responsabilité ».**

PROCHAINES ÉTAPES :

1^{er} février : congrès électoral de l'ADLE à Bruxelles, pour choisir leur candidat

22-25 mai : élections au Parlement européen

La guerre est déclarée entre Arnaud Montebourg et Joaquin Almunia

Le ton monte entre le commissaire à la concurrence Joaquin Almunia et le ministre du Redressement productif français. Ils se sont échangé des courriers incendiaires

Joaquin Almunia, lui reprochait ses critiques sur la gestion des aides d'État, fin décembre. Le ton serait monté à propos du dossier SNCM. Bruxelles a demandé à la compagnie maritime de rembourser une partie des aides reçues.

Obsolescence, intégrisme, autisme, enfermement » ... des traits communs à la Commission européenne ? Oui. Et ce n'est pas une discussion entendue au café du coin, mais dans la bouche d'un ministre, Arnaud Montebourg.

PARLEMENT

Dix choses apprises lors de la plénière de janvier

Le Parlement européen a accueilli la présidence grecque de l'Union européenne lors de la première plénière de 2014. Les députés ont voté de nouvelles règles pour **réduire les émissions de CO2** des camionnettes d'ici 2020, **rendre les marchés publics plus efficaces** et donner **aux travailleurs indépendants une meilleure protection sociale**. La commission des affaires économiques a continué son enquête sur **le rôle de la Troïka** lors de la crise avec une série d'audiences tout au long de la semaine.

VENTE DE PASSEPORTS Suite à la controverse sur le système de **citoyenneté de l'Union européenne** à Malte, les députés européens

ont déclaré mercredi après-midi que les citoyennetés ne devraient jamais être vendues.

SOCIAL Les députés européens ont appelé à l'amélioration de la **protection sociale** dans deux résolutions. Ils demandent que les autorités nationales d'inspection du travail aient des ressources suffisantes ainsi qu'une meilleure protection des travailleurs indépendants.

PLASTIQUES Mardi, le Parlement européen a voté l'interdiction des **matières plastiques** les plus dangereuses et l'élimination progressive des sacs en plastique à usage unique d'ici 2020.

ADHESION Les progrès de la **Serbie** et du **Kosovo** sur la voie de l'Union européenne ont été discutés par les députés européens mercredi après-midi. Ils ont également débattu de l'**Islande** après la décision du gouvernement islandais d'arrêter le processus de négociations d'adhésion à l'Union européenne.

SECURITE Lors d'un débat mercredi, les députés européens ont demandé à la Commission européenne de suspendre l'accord sur la **sphère de sécurité** suite au scandale de la NSA. Cet accord traite de la gestion des données des citoyens européens par les entreprises américaines.

VIN Seul le vin composé de fruits produit en Espagne et au Portugal peut être commercialisé sous le nom de **Sangria**, selon de nouvelles règles sur les vins aromatisés approuvées mardi.

OGM Jeudi, le Parlement européen a rejeté la proposition d'utilisation du **maïs génétiquement modifié** 1507 de Pioneer. Son pollen résistant aux insectes pourrait menacer les papillons diurnes et nocturnes non cibles.

TROIKA La commission des affaires économiques et monétaires a poursuivi son enquête sur le rôle de la **Troïka** dans les pays renfloués tout au long de la semaine. Des audiences ont eu lieu avec le Commissaire Olli Rehn, l'ancien président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet et le directeur du Mécanisme européen de stabilité (MES) Klaus Regling.

A Bruxelles, Recep Tayyip Erdogan defend sa politique

Le Premier ministre turc rêve de forcer les portes de l'Europe. La grogne de la population... et la chute de la livre ne servent pas sa cause.

Pour en savoir plus

Erdogan est resté mardi à Bruxelles inébranlable dans sa volonté d'encadrer la justice turque, devant une Europe attentiste face à la crise qui fragilise son régime. Le dirigeant turc islamo-conservateur a également réitéré sa thèse du complot pour expliquer la crise politique actuelle en Turquie

Pour les Européens, la prochaine occasion de sonder les intentions de M. Erdogan doit être la visite prévue du président français François Hollande à Ankara les 27 et 28 janvier. Ce dernier jugera certainement préférable d'approfondir une Union à 28 au lieu de l'élargir

ETATS

Allemagne

L'Allemagne en plein désert médical

L'Allemagne dépend de plus en plus des médecins étrangers pour combler ses besoins en matière de service de santé. D'après "l'Ordre des médecins allemand", en 5 ans, leur nombre a presque triplé. Ils viennent majoritairement de Grèce, de Roumanie et de Pologne et exercent dans de véritables déserts médicaux. **Mais un souci se pose : la langue.**

Une barrière, " un problème grandissant " selon l'association de protection des patients allemands. Association qui souhaite que soit fixé un niveau suffisant de maîtrise de la langue.

Espagne

Vox, le nouveau parti contestataire de la politique espagnole

Des dissidents du Parti populaire (PP), au pouvoir en Espagne, ont fondé jeudi une nouvelle formation politique. Ils entendent partir en guerre contre le chômage, la corruption et le séparatisme catalan et basque

Tourisme: L'Espagne récupère le 3e rang mondial devant la Chine et derrière «la France qui compte 83 millions de touristes en 2013 et les Etats-Unis, 67 millions», a souligné le chef du gouvernement.

France

La clémence de Bercy envers Jersey et les Bermudes fait des remous

La décision de Bercy de sortir Jersey et les Bermudes de la liste des paradis fiscaux est largement contestée. Une décision mal perçue, notamment par la présidente de la commission des Affaires étrangères, Élisabeth Guigou, ainsi que par Christian Eckert, rapporteur général de la commission des Finances de l'Assemblée.

Moscovici maintient l'objectif d'un déficit public de 3% du PIB en 2015

L'objectif de réduction du déficit public de la France sous le niveau de 3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2015 ne sera pas remis en cause par les mesures du Pacte de responsabilité, a déclaré jeudi le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici.

Royaume Uni

La Grande-Bretagne ne versera plus d'allocations logement aux immigrés sans emploi originaires d'autres pays de l'Union européenne,

à compter d'avril, annoncent lundi deux ministres qui jugent que cette mesure mettra fin à "une trahison honteuse" dont sont victimes les travailleurs britanniques. En vertu de cette mesure, les immigrés venant

26.02.2014

d'autres Etats membres de l'UE ne pourront plus recevoir à la fois des allocations chômage et des allocations logement

Rèpublique Tchèque

Bohuslav Sobotka nommé Premier ministre..par le Président de la République, Miloš Zeman, ce vendredi, au Château de Prague. Reste désormais à nommer également le cabinet. Toutefois, le chef de l'Etat a émis des réserves concernant certains candidats aux postes ministériels

Les 111 députés ont signé l'accord de coalition

Pour en savoir plus

Provoquées par le scandale de l'affaire Nagyová, proche collaboratrice de l'ancien Premier ministre Petr Nečas, qui a conduit à la démission de ce dernier et à la chute de sa coalition de droite, les élections législatives anticipées semblaient propices à un retour en force des sociaux-démocrates. Tête de liste dans la région de Moravie du Sud, Bohuslav Sobotka est parvenu à mener son parti à la victoire, mais avec un score de 20,45 % nettement inférieur aux attentes initiales. La déception née de ce résultat a entraîné une tentative de putsch de certains de ses collaborateurs au sein de la social-démocratie, et notamment de l'ancien vice-président du parti Michal Hašek. Le soir même des élections, ce dernier, accompagné de quatre autres cadres du parti, avait rencontré secrètement le président de la République. Si la volonté était de déstabiliser Bohuslav Sobotka, à la tête du ČSSD depuis 2011, c'est finalement Michal Hašek qui est sorti affaibli de cette affaire le poussant même à démissionner de ses fonctions avec trois autres de ses collègues en novembre

La République tchèque ouvrira son consulat à Sotchi

A l'occasion des Jeux olympique, la République tchèque ouvrira un bureau du consulat à Sotchi. Près de 2 000 Tchèques sont attendus pour soutenir les sportifs nationaux aux Jeux

ECONOMIE/FINANCE

Union bancaire : le Parlement européen revendique sa place

Le Parlement européen refuse d'être écarté du règlement des crises comme celles qui ont menacé de faillite certains pays de la **zone euro**, critiquant le rôle joué depuis 2010 par la "**troïka**" constituée par la Commission, le **FMI** et la **BCE**.

Les députés européens demandent notamment, dans un projet de rapport qui se veut consensuel, un "contrôle démocratique" des plans

d'assainissement qui sont imposés à des pays comme l'**Espagne**, la **Grèce**, l'**Irlande**, le **Portugal** et **Chypre** .

Ce contrôle passerait notamment par "une modification du traité instituant le **MES(Mécanisme européen de stabilité)**", une institution financière intergouvernementale de gestion des crises appelée à suppléer la **troïka**, dont s'est dotée la **zone euro** depuis octobre 2012.

La proposition de résolution demande que les décisions du **MES** soient prises à la majorité qualifiée et donc contrôlées par le Parlement européen.

Une nouvelle norme comptable augmente le PIB des États européens

La Commission européenne a annoncé le 16 janvier que toutes les données relatives au PIB, passées et futures, allaient être modifiées par l'adoption de nouvelles normes comptables.

Selon le communiqué, le nouveau système a entraîné une hausse de 3,5 % du PIB entre 2010 et 2012 aux États-Unis, dont 2,5 % grâce à la capitalisation de la recherche et du développement

Pour en savoir plus

<http://www.euractiv.fr/services-financiers/une-nouvelle-norme-comptable-aug-news-532847>

Le rouble atteint son plus bas niveau historique par rapport à l'euro

Le rouble a poursuivi sa dégringolade vendredi et atteint le plus bas niveau de son histoire par rapport à l'euro, en raison notamment de la défiance des investisseurs pour les marchés émergents.

Après avoir dépassé dans la matinée le seuil de 47 roubles pour un euro, la devise russe a atteint vers 11H10 GMT 47,25 roubles, son plus bas niveau historique, atteint en février 2009.

RELATIONS EXTERIEURES/ ETATS HORS DE L'UE 28

Espionnage: L'Europe salue fraîchement les promesses d'Obama et attend des actes

Le gouvernement allemand a pris note vendredi de la promesse de Barack Obama de ne plus laisser espionner les communications des dirigeants des pays amis des États-Unis et a dit son intention de les «analyser avec précision».

Les premières réactions au Parlement européen sont négatives. «L'UE ne doit pas faire confiance aux promesses peut être vides d'Obama sur la NSA mais doit imposer ses propres règles», a ainsi déclaré le président du groupe des Socialistes, Hannes Swoboda,

Ukraine : environ 100 000 manifestants dimanche à Kiev

26.02.2014

Environ 100 000 personnes avaient afflué dimanche à la mi-journée sur la place de l'Indépendance dans le centre de Kiev pour protester notamment contre l'adoption récente de nouvelles lois renforçant les sanctions contre les manifestants. **Deux manifestants tués par balles**

Le Premier ministre a mis à exécution sa menace d'user de la force : au quatrième jour des violents affrontements entre forces de l'ordre et manifestants pro-européens à Kiev, le parquet ukrainien a annoncé la mort par balles de deux personnes. **La contestation s'étendait vendredi** aux régions de l'ouest de l'Ukraine après l'échec de négociations avec le président Viktor Ianoukovitch,

Pour en savoir plus

Quand la Russie a sorti un gros chèque pour garder l'Ukraine dans son giron mi-décembre, le mouvement de protestation débuté le 21 novembre 2013 semblait en nette perte de vitesse en pleine période de fêtes. Après des semaines de contestation du régime du président Ianoukovitch à Kiev, il était parvenu à écarter définitivement la perspective d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne.

Mais **le 16 janvier, subitement, tout est reparti.** Plus violemment, encore. Ce jour, les députés proches du régime ont adopté à l'improviste un chapelet de lois répressives entraînant la colère des manifestants et des partis d'opposition dont une partie campe sur la place centrale de Kiev.

Les nouvelles lois introduisent ou renforcent les sanctions à l'encontre des manifestants et obligent, comme en Russie, les ONG bénéficiant de financements occidentaux à s'enregistrer en tant qu'"agents de l'étranger". Ce terme, appliqué aux opposants réels ou supposés à l'époque stalinienne, a refait surface dans la législation russe en 2012, après une vague de contestation du pouvoir du président Vladimir Poutine.

Lavrov exhorte l'UE à ne pas s'ingérer dans la crise en Ukraine

Le ministre russe des Affaires étrangères, a fait part de son inquiétude de voir les incidents survenus à Kiev échapper à tout contrôle.

L'UE valide l'envoi de 1.000 soldats en Centrafrique

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont donné lundi leur feu vert à l'envoi d'un contingent d'un millier d'hommes en Centrafrique en appui des troupes françaises et de l'Onu déjà déployées pour tenter de mettre fin aux violences. Il s'agira de la première opération militaire d'importance de l'UE depuis six ans.

L'adhésion du Kosovo peine à s'imposer dans l'agenda européen

26.02.2014

Alors qu'un élu local serbe a été assassiné au Kosovo, le processus d'adhésion semble rester lettre morte à la Commission européenne, malgré des appels répétés de la nouvelle république

Pour en savoir plus

Le Kosovo, qui a déclaré son indépendance en 2008, est **le seul pays de la région dont les citoyens ne peuvent pas circuler librement au sein de l'espace Schengen.**

En retard par rapport à d'autres États des Balkans sur la question de l'adhésion à l'UE, **le Kosovo doit en effet faire face à des difficultés au niveau national** et possède un statut international complexe qui soulève bien **des craintes politiques**, notamment **parmi des pays comme l'Espagne.** Madrid pense que reconnaître l'indépendance de l'ancienne province serbe pourrait encourager les mouvements sécessionnistes sur son propre territoire.

De son côté, la Serbie empreinte la route "semée d'embuches" de l'adhésion

La Serbie a franchi mardi une étape symbolique mais décisive dans son rapprochement avec l'Union européenne mais les négociations d'adhésion qui débutent s'annoncent ardues en raison des divergences sur le Kosovo. A Bruxelles, les experts jugent que quatre années ne seront pas suffisantes pour mener à bien le processus, complexe et technique, menant à l'adhésion, d'autant que les critères ont été durcis ces dernières années.

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

Les subventions au gaz de schiste pourraient contrevenir à la législation européenne

Le commissaire en charge de la concurrence, Joaquín Almunia, a déclaré que l'exécutif européen enquêtera « si nécessaire » sur les propositions du gouvernement britannique visant à stimuler l'industrie du gaz de schiste.

Dans la foulée, Bruxelles donne son feu vert à l'exploitation du gaz de schiste

La Commission européenne a donné mercredi le feu vert à l'exploitation du gaz de schiste en Europe. Une décision qui va à l'encontre de la demande du Parlement européen et des organisations de défense de l'environnement. Les États européens pourront exploiter leurs réserves, à condition de respecter des "principes communs minimaux" en matière d'environnement et de santé a expliqué Bruxelles.

L'industrie européenne gagne en compétitivité grâce aux énergies renouvelables

26.02.2014

L'industrie européenne a conservé sa position sur le marché mondial grâce à des niveaux d'intensité énergétique relativement bas et à la haute pénétration des énergies renouvelables, révèle un document de la Commission qui précise :

Pour en savoir plus

L'électricité provenant d'énergies renouvelables, comme l'éolien et le solaire, présente des opportunités pour les industries et le commerce et « contribuent à réduire [la] dépendance énergétique » dans l'Union européenne.

En 2010, les énergies renouvelables ont permis d'économiser 30 milliards d'euros sur l'importation d'énergie, même si ce montant était « encore trop bas », selon le rapport qui met en évidence la nécessité de développer davantage les énergies renouvelables.

Paquet énergie-climat : "signal positif" ou "minimum vital"

Mercredi 22 janvier, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a présenté le second paquet énergie-climat pour l'UE. La proposition fixe de nouveaux objectifs d'ici à 2030 en matière de lutte contre le réchauffement climatique. La baisse des émissions de gaz à effet de serre est au cœur des efforts souhaités par la Commission. En effet le chiffre de 40% de réduction a été proposé, dans la perspective de lutter contre le changement climatique et de stimuler la compétitivité des entreprises l'absence d'objectif contraignant en matière d'énergies renouvelables - à part une moyenne européenne de 27% d'utilisation à atteindre en 2030 - serait "une très mauvaise nouvelle" pour la filière européenne de l'éolien..

SOCIAL

IVG : les Espagnols demandent «l'asile sanitaire» à la France

Ils sont universitaires, infirmières, médecins, gynécologues... 260 associations manifestaient jeudi à Madrid contre le projet de loi anti-avortement. **Il s'agit bien sûr d'un acte symbolique.** Jeudi après-midi, à partir de 16h30, cette plateforme baptisée «Decidir nos hace libre» (Décider nous rend libre) remet une demande d'asile à l'ambassade de France à Madrid

Pour en savoir plus

Bientôt, l'avortement cessera d'être un droit en Espagne: En cause, l'avant-projet de loi présenté fin 2013 par le très conservateur ministre de la justice, Alberto Ruiz-Gallardon. Le parti au pouvoir, le Parti populaire, disposant de la majorité absolue au Parlement, les doutes ne sont plus permis. D'où, au milieu de la fureur d'une bonne partie du pays face à la prochaine

26.02.2014

suppression de l'IVG, l'initiative d'un collectif qui agrège 260 organisations opposées à la réforme : demander l'«asile sanitaire» à la France où ce droit est reconnu depuis la loi Veil de 1975.

BREVES

Poutine : les gays tolérés à Sotchi s'ils laissent "les enfants en paix"

Tentant de mettre un terme à la polémique sur la loi interdisant la "propagande gay" en Russie, le président Vladimir Poutine a déclaré que Moscou n'avait rien contre les homosexuels tant que ces derniers laissent "les enfants en paix"

Le Conseil lève certaines sanctions européennes imposées à l'Iran

Les ministres du Conseil « Affaires étrangères » ont suspendu certaines mesures restrictives européennes imposées à l'Iran, suite à la confirmation de la conformité de l'Iran avec les mesures nucléaires dans le plan d'action commun

Barack Obama se rend fin mars en Europe

Le président américain participera à un sommet de chefs d'Etat sur le nucléaire aux Pays-Bas les 24 et 25 mars, puis il ira à Bruxelles le 26 pour un sommet entre les dirigeants des institutions européennes et les Etats-Unis, et finira son périple le 27 à Rome, où il sera reçu par le pape François
Pas facile de vendre une toile d'Hitler en Allemagne

Une Allemande aimerait se débarrasser d'une aquarelle discrètement signée "A. Hitler". Mais elle redoute qu'elle n'atterrisse dans les mains de collectionneurs néonazis. Quant aux musées, ils ne se montrent pas très intéressés. Seules les archives nationales pourraient prendre la toile, sans bourse délier.

Fabius convoque l'ambassadeur d'Ukraine à Paris pour "condamner" la répression pour lui exprimer sa "condamnation" de la répression des manifestations à Kiev, a annoncé le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, se disant "inquiet et indigné".

Les eurodéputés français échappent au non-cumul des mandats jusqu'en 2019

Les eurodéputés français disposent ainsi d'un sursis de deux ans par rapport à leurs confrères sénateurs et députés, pour qui le non-cumul des mandats sera appliqué dès 2017, année des élections législatives.

MEDIAS EUROPEENS

Crise Ukrainienne

26.02.2014

"L'UE ne doit pas se détourner de l'Ukraine", titre **Le Monde**. C'est le message que fait passer la presse ce matin à la suite des nouveaux affrontements entre l'opposition pro-européenne ukrainienne et les forces de police. Des heurts qui se sont intensifiés avec la promulgation vendredi 17 janvier d'une nouvelle loi restreignant les libertés de manifestation et d'information.

La situation ukrainienne est dans l'impasse. Bien que Kiev soit le théâtre d'affrontements quasi-permanents depuis quelques jours, la **proclamation de l'état d'urgence n'est pas envisagée** par le gouvernement de Viktor Ianoukovitch [**Le Point**]. "**Une tension qui suscite l'inquiétude à la fois des marchés financiers et des chancelleries**", indique Yves Bourdillon dans **Les Echos**. Et la situation n'est pas prête de s'apaiser estime Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères : "Les appels au calme que lancent les leaders de l'opposition, comme Vitali Klitschko, montrent que **la situation est en train d'échapper à tout contrôle**" [**Le Figaro**].
Devant la crise politique, les quotidiens s'interrogent **sur le manque de réaction de l'UE face à la dérive autoritaire de Kiev**. A trop tarder à être ferme, "**l'Europe va rester bloquée devant la porte ukrainienne**", titre **Le Figaro**.

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **jp.villaescusa@assemblee-afe.fr**